



DOSSIER

Élections européennes



LES ENJEUX ÉCOLOGIQUES DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Fiche Populisme

Février 2024

L'écologie face à la montée du populisme

*Denis Pingaud, Vice-Président de LFE
et Président du cabinet conseil Balises*

La menace est visible. Dans la plupart des pays européens, la montée du populisme pèse sur l'agenda du Pacte vert européen. Les prudences, les délais, voire les renoncements sonnent comme un écho à la remise en cause des objectifs climatiques de l'Union par une alliance de plus en plus soudée entre les courants nationalistes et les droites traditionnelles. Par ailleurs, les récentes mobilisations d'agriculteurs, en Allemagne, en France et aux Pays-Bas soulignent l'impasse d'une transition qui n'est pas assortie de mesures compensatoires pour les professions et publics les plus impactés.

Face à cette vague et à ces revendications, l'écologie, en tant que politique globale visant à répondre au dérèglement climatique et à ses conséquences sur la biodiversité, doit s'atteler à une double exigence. **D'une part, affirmer l'impératif d'une transition juste** qui réponde aux malaises sociaux par des mesures systématiques d'accompagnement des plus défavorisés. **D'autre part, conduire la bataille culturelle contre les climato-sceptiques** en affirmant sans relâche les objectifs d'une transition heureuse.

1. La montée d'un populisme anti-climat

Les forces populistes, à l'extrême droite de l'échiquier politique, se répartissent aujourd'hui en deux groupes distincts au Parlement européen : « Identité et Démocratie », qui compte 58 députés dont la majorité sont français et italiens, accueille notamment le Rassemblement national, la Ligue du Nord italienne et l'AFD allemande ; « Conservateurs et réformistes européens », qui compte 67 députés dont la majorité sont polonais, italiens et espagnols, accueille notamment le PIS, récemment défait aux élections législatives de Pologne, Fratelli d'Italia, le parti de la cheffe du gouvernement Giorgia Meloni et la formation Vox espagnole. À eux deux, **ces groupes totalisent 125 députés, soit 18 % des 705 membres de l'Assemblée européenne.**

Les prochaines élections européennes devraient logiquement renforcer le poids de ces forces dans l'Assemblée. D'après une étude du Conseil européen pour les relations internationales, au vu des sondages disponibles, **la part des députés populistes nationalistes devrait monter à 26 %.** Dans nombre de pays, en effet, l'extrême droite a sensiblement progressé sur la scène électorale. Dans les cinq pays les plus pourvoyeurs de représentants au Parlement de Bruxelles, l'état précis des lieux aujourd'hui illustre la tendance par rapport au précédent scrutin de 2019.

En Allemagne, l'AFD, formation d'extrême droite radicale, est créditée d'un potentiel électoral d'environ 20 % quand elle n'avait obtenu que 11 % des voix. **En France, le Rassemblement national frôle la barre des 30 % dans tous les sondages alors que son score n'était que de 23 %.** En Italie, la victoire de Fratelli d'Italia aux élections législatives de 2022 dans le cadre d'une alliance avec la Ligue du Nord et la droite berlusconienne, devrait rebattre les cartes au profit du parti de Giorgia Meloni et au détriment de celui de Matteo Salvini qui avait fait le score historique de 35 %. En Espagne, la poussée de Vox, malgré un recul aux élections générales de 2023, devrait lui assurer un résultat nettement supérieur. Enfin, en Pologne, la chute du Pis aux dernières élections générales pourrait limiter ses espoirs de gain après le carton plein d'il y a cinq ans.

Dans beaucoup d'autres pays, au Nord et à l'Est de l'Europe notamment, les partis populistes d'inspiration identitaire et nationaliste ont plutôt le vent en poupe, laissant augurer quelques paquets de députés supplémentaires pour les deux groupes de la droite radicale au Parlement.

Le programme de ces formations sur la question climatique ressort d'une approche « climato-relativiste » hostile aux politiques de transition et favorable à la croissance. L'AFD allemande propose ainsi de sortir de l'accord de Paris et de renouer avec le nucléaire pour produire de l'électricité. Le Rassemblement national, de son côté, se positionne également comme pronucléaire,

s'oppose aux éoliennes terrestres au motif de défendre les paysages et condamne la « chasse » à la voiture thermique. Quant au gouvernement de Giorgia Meloni, il souhaite une renégociation du Pacte vert européen.

2. Un « ecological backlash »

Ce constat est évidemment de mauvais augure pour la transition climatique et environnementale engagée, vaille que vaille, par les instances politiques européennes. Les Anglo-Saxons parlent d'un « ecological backlash », **un retour de bâton écologique** qui imprègne les programmes de beaucoup de partis politiques, à des degrés différents. **Le phénomène s'observe non seulement au niveau des instances européennes, mais également au niveau local** dans nombre de grandes villes du continent qui ont basculé de gauche à droite lors des élections municipales de 2023 et dont les édiles ont rapidement remis en cause les politiques visant à restreindre l'usage de la voiture.

Des facteurs objectifs expliquent que le Pacte vert, adopté en 2021, a commencé à susciter réserves et oppositions à partir de l'année suivante. La crise énergétique et l'inflation, notamment, sur fond de guerre en Ukraine, servent désormais de prétextes à l'extrême droite pour entraîner l'ensemble des forces conservatrices dans une dérive populiste sur la question environnementale, à coups de démagogie, de déni et, finalement, de propension à l'inaction. Au Parlement européen, les droites flanquées de leur extrême ont déjà torpillé quelques textes sur fond de technosolutionnisme.

Ce sont les mesures sur l'agriculture et l'alimentation qui ont connu le plus de revers. Faute de cohérence entre elles et la Politique agricole commune (Pac), la réduction de l'usage des pesticides à l'horizon 2030 ou la hausse de la part des surfaces cultivées en bio alimentent la grogne des agriculteurs européens, soutenus opportunément par les forces populistes. L'irruption électorale du parti BBB aux Pays-Bas, un mouvement « agriculteur-citoyen », a ainsi traduit le rejet d'un projet de réduction des émissions de CO₂ du secteur agricole. Au niveau européen, le texte sur la baisse des pesticides a finalement été rejeté par le Parlement européen, son contenu ayant été vidé de substance par la coalition des droites. Celui sur la restauration de la nature, qui prévoit de restaurer 30 % des écosystèmes terrestres et marins au cours de la décennie a déjà été considérablement affaibli avant son éventuelle adoption qui devait intervenir en février 2024.

De façon générale, l'émergence d'une offre « climato-relativiste » s'appuie sur un discours simpliste, anti-élites et anti-écologie. Surfant sur les craintes face aux conséquences sociales de la décarbonation, celui-ci cible les institutions européennes au nom d'un souverainisme populiste¹. Il marque des points, non seulement auprès du monde agricole, mais aussi auprès de l'ensemble des catégories populaires. **Ainsi, en France, trois électeurs sur quatre considèrent que la sobriété énergétique est imposée au peuple, mais pas aux élites.**

3. Un sursaut indispensable pour une « révolution écologique heureuse »

❖ **Le mécontentement qui gronde exprime un ressentiment à l'égard d'une transition écologique perçue comme injuste, « punitive » et urbaine.** Il impose un sursaut de la part de toutes les forces politiques qui ne renoncent pas à engager l'Europe sur la voie d'un modèle qui limite le réchauffement climatique et préserve la biodiversité.

❖ S'agissant de la politique agricole, l'enjeu est d'apporter des réponses concrètes à la colère des agriculteurs. Cela implique de **définir des politiques beaucoup plus ambitieuses de rémunération des pratiques environnementales.** Autrement dit, il faut que l'écologie paie mieux, en accroissant significativement les aides à la conversion des pratiques agricoles et en soutenant les filières durables. De la même façon, il est indispensable de faire en sorte que les exploitations ne soient pas concurrencées par des produits étrangers qui suivent des normes moins strictes. L'accord de libre-échange en cours de négociation avec les pays du Mercosur, qui concentre les critiques, doit être

¹ Voir : Gonçalves, C. 2024. « Le changement climatique : nouvelle thématique populiste ? » La Fabrique Ecologique, CÉil n°52.

l'occasion de définir ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas pour défendre le monde rural européen.

❖ Plus généralement, le défi est culturel et sémantique. Pour contrer la rhétorique commode consistant à désigner l'écologie comme fauteur de trouble, il convient de déployer, au contraire, un discours écologique sur l'agriculture, reconnaissant la contribution des agriculteurs à la protection de l'environnement et **faisant de ces derniers l'une des pierres angulaires de la stratégie de décarbonation au niveau européen.**

Cette démarche vaut également pour l'ensemble des politiques économiques, industrielles et énergétiques qu'impose la bifurcation climatique et environnementale. Trop souvent cantonné à un registre d'alerte, **le plaidoyer pour la transition mérite d'évoluer considérablement et de s'attarder sur les objectifs et les conditions qui en feront une révolution « heureuse ».**

❖ **Deux prérequis apparaissent essentiels.** Le premier est d'énoncer un principe simple selon lequel **toute directive aux principes louables pour accélérer la décarbonation suppose un ensemble de mesures d'incitation et d'accompagnement dans les pays membres de l'Union.** Il s'agit ni plus ni moins de garantir les conditions de vie des populations qui seront les plus exposées aux mutations. Pour évoquer un seul exemple, l'objectif de basculement généralisé vers les mobilités douces, qui suscite toujours la résistance des lobbies de l'industrie automobile, implique de s'assurer de son acceptabilité sociale. En permettant à la fois un accès aux véhicules électriques, à pouvoir d'achat constant, pour les catégories les plus modestes et une reconversion organisée des salariés du secteur vers les métiers d'une économie décarbonée.

Le second prérequis est d'ordre démocratique. Le populisme développe la thèse selon laquelle les politiques climatiques conduiraient à une forme d'« éco-dictature ». Pour contrer cette vision, il est impératif que les mesures écologistes ne soient pas perçues comme portant atteinte aux libertés. Aussi, **les citoyens doivent être davantage inclus dans la définition de leurs objectifs et de leur calendrier d'application.** S'agissant de la question agricole, le mode de décision par le haut doit faire place à une structuration collective de la feuille de route agroécologique, incluant agriculteurs, scientifiques et pouvoirs publics.

❖ L'idée du référendum est souvent avancée par les populistes comme le nec plus ultra de la procédure démocratique. Face à la complexité des sujets que soulève la transition, il est certainement préférable de **s'inspirer du modèle des conventions citoyennes pour mobiliser les Européens autour de solutions,** en renforçant ainsi leur sentiment d'appartenance et d'action à la cause climatique. **Une convention européenne, synthétisant les conclusions de conventions nationales, serait un pas décisif pour dépasser les mauvais débats opposant la fin de mois à la fin du monde.**

A RETROUVER DANS LE DOSSIER

<https://www.lafabriqueecologique.fr/dossier-6-les-enjeux-ecologiques-des-elections-europeennes/>

CHAPITRE 1 : CLIMAT ET BIODIVERSITÉ

L'action climatique : une nouvelle étape, un changement de méthodes
Biodiversité : pour une approche stratégique, au-delà de simples objectifs
Rendre concrète la transition juste
L'écologie face à la montée du populisme
Sobriété, quel récit pour l'Union européenne
Choisir les bons mots pour l'écologie européenne
Politique d'adaptation à l'échelle européenne

CHAPITRE 2 : AGRICULTURE ET ALIMENTATION

Politique agricole et alimentaire européenne, une nécessaire refondation
Renforcer la régulation européenne des OGM et nouveaux OGM
Lutte contre les pesticides en Europe : la grande désillusion
Engager la transition sociale et écologique des pêches d'ici 2030
Condition animale : les bons sentiments ne suffisent pas
Le tournant climatique et environnemental de la politique commerciale européenne : une avancée fragile à consolider et à développer
L'artificialisation des sols : l'essentiel reste à faire

CHAPITRE 3: ÉNERGIE ET ENTREPRISES

Des politiques énergétiques au milieu du gué
Quelle stratégie européenne vis-à-vis des producteurs d'énergies fossiles ?
Le système d'échange de quotas : garde-fou face à la vague populiste ?
La mobilité des personnes et des biens : il reste tant à faire
L'Europe, chef de file de la durabilité des entreprises
La low-tech, angle mort de la politique industrielle de l'UE
L'impact écologique du numérique : des premières mesures, à renforcer

CHAPITRE 4 : CITOYENS ET ENVIRONNEMENT

Réenchanter l'Europe de l'eau
Consommation durable : de nombreuses initiatives à finaliser et amplifier
Un nouveau souffle pour la co-construction citoyenne de la transition écologique
Impliquer plus et mieux les territoires
Une Europe pionnière pour la reconnaissance du crime d'écocide
Pollution atmosphérique : redoubler d'efforts
Pollution sonore : un sujet majeur trop mal traité